



LETTRE D'INFORMATION de STÉPHANE TRAVERT

ANCIEN MINISTRE

DÉPUTÉ de la 3^{ème} CIRCONSCRIPTION de LA MANCHE



n°23 - Février 2022

EDITO

Pour réinventer la ruralité, faisons confiance aux territoires !

La clé est la restructuration du service à la population. Souvenons-nous qu'autrefois, les grandes industries avaient mis en place des services pour leurs employés qui structuraient l'économie, la sociabilité et l'aménagement des territoires. La désindustrialisation de la France a érodé ces phénomènes. C'est pourquoi déployer des bus et des Maisons France services qui maintiennent cette permanence utile à tous, c'est permettre de redessiner les courbes sociales et paysagères d'un territoire. Penser le futur des territoires, c'est se projeter. A ceux qui veulent le retour à une France des années 50, sur le refrain tant entonné du "c'était mieux avant", nous opposons le regard sur la confiance en notre jeunesse pour penser le futur et accompagner les projets de territoires. France services, Petites Villes de demain, agenda rural... ce sont autant d'outils pour revaloriser notre tissu rural et la qualité de vie que nous y trouvons. Ces services participent à l'emploi et combattent les préjugés dont nous sommes bien souvent, en ruralité, les témoins agacés.

Stéphane TRAVERT

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

AGRICULTURE

Deux textes importants

En toute fin d'année, nous avons adopté définitivement la **proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires**. Ce texte a deux objectifs : lutter contre la concentration excessive des exploitations et favoriser l'installation de jeunes agriculteurs. Le 12 janvier, nous avons voté le **projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques**. Le texte crée un régime universel d'indemnisation de ce risque : tous les agriculteurs, quel que soit le type de culture, qu'ils soient ou non assurés, bénéficieront de l'intervention de l'État en cas d'aléas exceptionnels comme les inondations, les sécheresses ou encore les périodes de gel.

"Mieux protéger nos agriculteurs et assurer notre souveraineté alimentaire."

ENTREPRENARIAT

Simplifier et protéger

Lundi 10 janvier, nous avons voté le projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante. Un texte qui offre aux trois millions de travailleurs indépendants un cadre plus simple et plus protecteur, dès la création de leur entreprise et tout au long de l'exercice de leur activité. Il crée notamment un

statut unique pour les entrepreneurs individuels afin de mieux protéger leur patrimoine personnel et leur assure un meilleur accès à la formation. Depuis 2017, nous tâchons de simplifier le quotidien des indépendants. Nous avons baissé les charges, supprimé le Régime Social des Indépendants et nous les avons accompagnés durant la crise sanitaire. Avec ce texte, nous allons encore plus loin.

ADOPTION

Un texte de progrès

Mardi 18 janvier, nous avons adopté à une très large majorité, en nouvelle lecture, la proposition de loi visant à réformer l'adoption, portée par le Groupe LaREM. Elle ouvre de nouveaux droits, conformément à l'intérêt supérieur de l'enfant : ouverture de l'adoption aux couples non mariés (Pacs et concubinage) ; baisse de l'âge minimal requis pour adopter de 28 à 26 ans et baisse de 2 à 1 an de la durée minimale requise de communauté de vie ; adoption plénière des enfants jusqu'à 21 ans ; reconnaissance de la mère d'intention pour les enfants nés de PMA ; renforcement des Organismes Autorisés pour l'Adoption ; renforcement du statut de Pupille de l'Etat ; modernisation du conseil de famille.

"S'adapter à la société actuelle dans laquelle il y a différentes manières de faire famille."

BUS FRANCE SERVICES

Une première dans le département de la Manche



Depuis mi-janvier, le bus France Services de Coutances Mer et Bocage et ses deux agents formés sillonnent les routes du territoire pour venir à la rencontre des habitants et les aider dans leurs démarches administratives. Ce bus connecté, une première

dans le département, parcourt 46 des 49 communes de la collectivité (une demi-journée par mois dans chacune d'entre-elles), les trois dernières communes disposant d'une Maison France Services "en dur". Ce guichet unique, que j'ai découvert à Regnéville-sur-Mer le 27 janvier (notre photo), donne accès à de nombreux services tels que : La Caisses d'Allocations Familiales, la Mutualité Sociale Agricole, l'assurance maladie, l'assurance retraite, le ministère de la Justice, la Poste, Pôle Emploi, la Direction Générale des Finances Publiques...

DANS QUATRE COMMUNES

A la rencontre des élus locaux

Depuis ma première élection, je n'ai de cesse de rencontrer les maires et les conseillers municipaux qui sont les sentinelles de la République du quotidien. Depuis le début de l'année, j'ai déjà consacré deux demi-journées à ces rencontres, en soutien à leur travail exigeant. Le 17 janvier, j'étais ainsi en déplacement à Chanteloup et au Mesnil-Aubert. Le 31, j'ai rencontré les élus municipaux de Négreville et d'Yvetot-Bocage. Il s'agit à chaque fois de partager leurs projets au service de nos concitoyens, leurs difficultés et d'échanger sur l'actualité de nos territoires et de notre travail commun. En dehors de ces rendez-vous, je rencontre régulièrement les élus locaux dans le cadre de manifestations auxquelles je participe.

► **161 communes dans la 3^{ème} circonscription. Moins qu'avant, mais avec 11 communes nouvelles.**

POMPIERS

Les jeunes à la manoeuvre

Plusieurs Centres d'incendie et de secours du département comptent dans leur effectif une section "Jeunes Sapeurs-Pompiers". Samedi 29 janvier, je suis venu à la rencontre de ceux de la caserne de Bréhal et de leurs animateurs. J'ai pu découvrir les activités de ces vingt jeunes, qui vivent une expérience riche et collective, autour de valeurs éthiques et solidaires. Ils ont présenté des ateliers d'apprentissage à la manipulation des matériels, de réalisation de techniques de sauvetage, d'établissements de tuyaux et de parcours avec l'appareil respiratoire isolant. J'ai aussi répondu aux questions pertinentes de ces jeunes, dont l'engagement est à saluer.



Ensemble

Il est rare que tous les présidents(tes) de groupes à l'Assemblée nationale parlent d'une même voix. C'est pourtant ce qu'ils ont fait le 11 janvier, dans un communiqué dénonçant les violences contre les élus. Le jour où la violence dominera le débat public, la République sera morte et notre démocratie en sera la première victime.

Une question

Le 11 janvier, dans l'hémicycle, dans le cadre des Questions orales sans débat, j'ai interpellé le Gouvernement sur les Etats généraux de la justice, lancés en fin d'année dernière.

Endométriose

Le président de la République a lancé en début d'année la première stratégie nationale de lutte contre l'endométriose, une maladie invalidante qui touche 1 femme sur 10. Dans la foulée, l'Assemblée nationale a voté une proposition de résolution visant à la reconnaître comme une affection longue durée.

Prime

En janvier, a été mise en place une augmentation de 100 € net mensuels pour les infirmiers travaillant en services de soins critiques dans les établissements de santé publics et privés. Près de 30 000 infirmiers sont concernés. Cette augmentation s'ajoute aux revalorisations déjà mises en œuvre dans le cadre du Ségur de la santé.

Record d'embauches

Près de 2,5 millions d'embauches ont été enregistrées entre octobre et décembre 2021 en France : un record depuis l'an 2000 ! C'est bien grâce à la politique menée pendant 5 ans.

CONTACT

Permanence parlementaire :
11 rue du Calvaire - 50250 La Haye
02.33.07.95.92
permanence.stravert@gmail.com

A l'Assemblée Nationale :
126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP
01.40.63.75.53
stephane.travert@assemblee-nationale.fr